
Fraude au Bac S : Luc Chatel, la CFDT et l'UNSA doivent revoir leur copie !
Le baccalauréat scientifique a été victime d'une fraude. Les réactions à cette fraude sont révélatrices de partis-pris politiques dangereux.

Luc Chatel : 0/20 pour la coordination et la concertation

Les sujets du bac sont connus de peu de personnels, oui mais... la sous traitance et l'externalisation à des partenaires privés augmentent les risques. Qui peut penser sérieusement que la diminution du nombre de fonctionnaires n'accroît pas les charges et les missions que chacun se voit confier ? Qui pouvait croire que déléguer les missions au privé assurerait la confidentialité ? Les lacunes de l'Institution sont nombreuses. Pourquoi ne pas avoir eu recours au sujet de réserve ? Par manque de personnel au SIEC (service des examens), aucun numéro de téléphone n'a été fourni cette année aux chefs de centre d'examens pour signaler les erreurs de sujet. 3000 copies de philosophie se sont trouvées sans correcteur faute de personnel. Il y a de nombreuses tares dans la coordination des équipes que décime Luc Chatel (80 000 postes supprimés en 6 ans pour 880 000 enseignants). Ce même ministre a annoncé dès le 23 juin sa décision d'annuler l'évaluation du premier exercice de l'épreuve de mathématiques. Depuis, nombres de pétitions, de recours, de voix d'élèves, de parents, d'associations se lèvent contre cette solution injuste. Manque de concertation ! Mais est-ce une surprise ? Chatel a-t-il fait autrement pour imposer la réforme du recrutement des enseignants ? Pour mettre en place le projet ECLAIR ? Pour installer des policiers référents ? Pour envoyer et enregistrer des Livrets Personnels de Compétences ? Comme à son habitude, Chatel impose unilatéralement sa décision sans prendre l'avis des professionnels qui sont, au quotidien, sur le terrain.

CFDT et UNSA : Hors Sujet inquiétant

Pour le Sgen-CFDT, « cet incident met en lumière les limites d'un examen du Bac à bout de souffle et qui repose, dans sa conception napoléonienne, sur les seules épreuves terminales ». (extrait du communiqué du 22 juin). Selon Pascal Charpentier, membre du bureau national du Syndicat National des Personnels de Direction de l'Éducation Nationale (SNPDEN-UNSA) (propos rapporté par La-Croix.com le 23 juin), « ces technologies doivent nous inciter à revoir l'organisation du bac. Il faut instiller une part de contrôle continu, comme dans les pays voisins, tout en laissant bien entendu quelques épreuves en examen final, car le bac reste la clé de voûte du système scolaire ». Le rapport entre des examens locaux et la confidentialité des sujets d'examen ? Il n'y en a aucun. Mais ces syndicats font feu de tout bois. Il y a une fraude au bac ? - disent-ils - supprimons le caractère national du bac ! Le baccalauréat est le premier diplôme universitaire et le premier diplôme reconnu par les conventions collectives. Avec le bac en poche, tout élève peut entrer à l'université et réclamer le salaire lié à sa qualification. Supprimer les épreuves du bac, c'est renoncer à l'égalité des droits. En répondant à côté de la question, l'UNSA et la CFDT revendiquent un traitement inéquitable des candidats bacheliers et le renoncement aux garanties collectives.

La Fédération SUD Education voit, dans la fraude au baccalauréat scientifique, les lacunes d'un système vidé de ses ressources humaines. SUD éducation souhaite la recherche d'une solution concertée qui s'appuie sur l'expertise des enseignants, des parents d'élèves, des élèves, et des leurs représentants.. Enfin, si une réflexion sur l'organisation et le sens des examens semble nécessaire, Sud éducation souhaite une discussion qui préserve les garanties collectives, en dehors de tout sensationnalisme.